

Rencontre réseau EDD des formateurs/-rices à Brigue, 5 novembre 2021

Table ronde modérée par Isabelle Bosset, éducation21

Participant·e·s:

Jürgen Kühnis, HEP SZ (« petite » HEP de moins de 500 étudiant·e·s)

Alain Pache, HEP VD (« grande » HEP de plus de 1500 étudiant·e·s)

Nicolas Robin, HEP SG (« moyenne » HEP de 500 à 1500 étudiant·e·s)

Léo Gilliard, WWF : Responsable de l'étude sur la durabilité des hautes écoles

Conférencier: Benoît Frund, Université de Lausanne (UNIL)

Conférencière: Anne-Kathrin Lindau, Uni Eichstätt-Ingolstadt

Modératrice: Comment soutenir et accompagner l'intégration de l'EDD et de la durabilité dans les institutions de formation ?

Jürgen Kühnis: La HEP Schwyz, une haute école de taille moyenne, est sur le bon chemin pour une implémentation de l'EDD. Nous avons été bien soutenus par la direction et avons pu instaurer un groupe de travail interdisciplinaire pour conseiller la direction en matière de trans- et interdisciplinarité. Pour concevoir les prochaines étapes au sein de notre HEP nous avons besoin de documents auxquels se référer. Nous avons également réussi - depuis 2 ans - à ancrer l'EDD dans nos lignes directrices. Nous nous focalisons maintenant sur l'avenir.

Nicolas Robin: Nous souhaiterions aussi en être là à la HEP Saint Gall. Nous avons fait cette démarche de « matérialisation » au sein de notre institution et arrivons maintenant dans une phase de restructuration institutionnelle où le développement durable prend une place considérable. La création d'un centre de compétences EDD aura la fonction de rassembler l'ensemble de ces initiatives, tant au niveau de la formation que des infrastructures.

Alain Pache: Je n'ai pas de recette miracle, mais je peux vous raconter ce qui s'est passé à la HEP Vaud depuis 2019. Nous avons rédigé un rapport pour swissuniversities sur l'EDD dans les hautes écoles. Puis, nous avons élaboré un plan d'action et un plan de mesures 20-22 sur la formation du personnel enseignant, sur l'institution, la recherche et la formation. Nous travaillons actuellement avec un groupe de travail qui représente différentes unités de recherche et avons notamment organisé des journées durabilités centrées sur la recherche ou sur les dimensions pédagogiques. Puis, nous sommes en train de mettre en place un poste de responsable durabilité.

Léo Gilliard: En effet, il est important d'avoir une approche globale et de structurer les mises en œuvre et les questions des infrastructures autour du développement durable (DD). Nous sommes dans une impasse et les hautes écoles jouent un rôle unique et historique dans cette démarche; elles ne jouent pas un rôle commercial et leur responsabilité est énorme. Les étudiants doivent acquérir les compétences nécessaires pour pouvoir comprendre les enjeux du DD et agir. Il s'agit de mettre en place des outils de développement de l'institution. La thématique du DD ne doit pas rester annexe mais devenir centrale. Le bon angle d'approche serait de considérer l'EDD et le DD comme une démarche de qualité et d'amélioration.

Modératrice: Il y a donc une multitudes d'éléments sur lesquels on peut agir. Que pourrions-nous retenir ?

Anne-Kathrin Lindau: La complexité déstabilise et peut parfois décourager. Mais nous devons tirer la sonnette d'alarme, car il s'agit de la survie de la planète, même si ceci peut aussi être émotionnel.

Modératrice: Comment persuader de le faire ? Comment procéder sans être trop négatif et rébarbatif? Nous savons aussi que nous vivons dans un monde prospère et que nous avons besoin de vivre un choc.

Benoît Frund: Au bout d'un moment on arrive à convaincre. L'UNIL en est la preuve, après 10 ans. Le constat aujourd'hui est que les projets arrivent et beaucoup de projets fonctionnent maintenant, après qu'on ait dit qu'il était important d'agir. Il est également important d'intégrer les questions de durabilité au processus qualité, même s'il s'agit d'un processus qui dure des années. En Europe, particulièrement en Suisse, on prône le système autoréflexif. Il s'agit de savoir si on répond toujours à nos objectifs et à ceux de l'Etat, ainsi qu'à ceux des politiques de durabilité qui s'intègrent dans les missions de l'institution. Nous savons où est le problème mais n'avons pas la solution. Nous devons chacun-e chercher nos solutions, qui diffèrent selon nos cultures, et ne sont pas forcément applicables en fonction de l'ampleur de l'institution ou du contexte. Il est avantageux que le DD soit ancré dans la loi puisqu'un processus top-down fonctionne aussi. Les processus de qualité donnent des moyens de pression. Il peut donc s'agir d'une « ruse ».

Nicolas Robin: Il faut voir sur le long terme si on atteint les objectifs du DD. Seulement, si ce n'est que du formalisme ceci peut être un frein aux actions de chacun-e. Le DD doit être vécu dans l'institution, que ce soit par les étudiants ou les formateurs. Il ne s'agit pas de cocher la case « j'ai fait du DD » mais plutôt la vivre dans sa pratique quotidienne et donc, de voir le DD comme une question globale au niveau de la formation. L'EDD devrait être un élément-clé dans chaque enseignement et non pas des modules isolés.

Jürgen Kühnis: L'approche systémique est également un aspect important dans le processus d'ancrage. Il faut mettre en place un processus de persuasion pour convaincre les collègues de la plus-value du DD et de la « whole institution approach ». Il faut une certaine empathie et démontrer aux collègues qu'il existe plein de liens avec leur disciplines et l'EDD. On sent de la peur et de la réticence, comme c'est le cas dans les écoles. L'EDD n'est pas une nouvelle discipline mais elle se trouve partout.

Public: Les changements qu'on envisage en abordant les questions du DD ne seraient-ils pas finalement positifs ? Lorsqu'on pense DD, on est dans le négatif. A l'université, on devrait développer l'imaginaire collectif, parler de ce que le DD peut nous apporter. C'est difficile dans notre société de voir ce qu'on pourrait gagner de plus avec le DD. Il faudrait montrer cela avec enthousiasme, ce qui pourrait être la clé vers le bottom-up.

Alain Pache: Daniel Curnier prône un changement transformatif, avec plus de créativité, d'horizontalité et de participation dans les établissements.

Benoît Frund: Si on a une conception d'un système qualité qui cherche uniquement à améliorer les pratiques des formations cela ne reviendra pas forcément à des cases à cocher. Je ne souhaitais pas faire paraître qu'il s'agissait de cela. Nous souhaitons que les professeurs de l'UNIL se posent la question de quelle est la contribution de leur cursus à la durabilité? C'est comme ça qu'on met le vers dans le fruit et qu'on ouvre de nouvelles perspectives. Il s'agit de ce type de processus qualité.

Léo Gilliard: Comment passer à une nécessité, comment passer d'un besoin de conformité à un réel engagement ? Il est nécessaire d'avoir quelque chose de positif. Le processus qualité existe déjà, mais il s'agit d'organiser une facilitation supplémentaire. C'est ce qui va impliquer le corps étudiant et professoral. Il s'agit d'un changement de culture. Il n'existe pas de réponse simple. Dans l'évaluation des hautes écoles, le système qualité est central, on parle aussi d'un langage commun. Il est utile pour induire dès maintenant un changement qui doit s'accompagner de

facilitation avec un échange interdisciplinaire (centre de compétences par ex.) pour éviter de créer des résistances.

Public: A partir de quand est-ce pertinent d'avoir un système d'évaluation?

Anne-Kathrin Lindau: L'avantage est du côté des indicateurs qu'il faut utiliser. Il existe des expertises externes. En Allemagne, on développe un projet de recherche d'indicateurs de façon interuniversitaire. Chaque université doit trouver sa propre voie, en fonction de ses directives et de sa culture. L'ensemble des personnes qui se trouvent dans l'université ne doivent pas être oubliées car elles représentent un facteur important de l'EDD et du DD.

Benoît Frund: Au niveau fédéral, l'organisation de l'assurance qualité a pour mission de pousser les institutions à avoir un système qui tienne la route. L'assurance qualité est poussée politiquement, mais il faut ensuite l'intégrer dans la haute école qui doit porter ces critères institutionnels. La doyenne (de l'UNIL) prône ces 3 axes : diversité, digitalisation et durabilité. A l'UNIL, c'est encore un peu désordonné mais c'est en train de se concrétiser et il faudra maintenir la dynamique même après la fin du mandat de la doyenne.

Public: Je pense aux rôles des messagers et des labels de qualité : par exemple, les hautes écoles qui ont un rôle important, comme l'EPFZ. Quand va-t-on intégrer ces messagers dans la promotion de la durabilité ?

Benoît Frund: Je pense que les labels sont importants pour valider une approche, mais il existe le risque de les multiplier et les développer de manière sectorielle, juste pour avoir un label. Il y a une forêt de possibilités dans les labels. Le temps qu'on passe à se mettre dans un label, c'est le temps qu'on perd pour faire des choses concrètes. C'est aussi le meilleur moyen, en choisissant quelques labels et en s'y tenant, pour amener un message clair à la population et la communauté. On va faire le maximum sur une ou deux choses et aller vraiment jusqu'au bout. Il y a aussi les classements (« ranking ») qui permettent de comparer des choses incomparables. Il faut choisir et en même temps, c'est utile d'avoir une idée à laquelle se tenir.

Modératrice: Il faut donc rester modeste et s'en tenir à ses choix ?

Anne-Kathrin Lindau: C'est aussi pour moi le regard de l'extérieur qui est important pour le label. Dans notre université, le label est aussi le moyen pour obtenir de nouvelles impulsions et de passer à l'acte. En Allemagne, j'avais parlé d'un projet où tous les Länder auraient aimé avoir un système homogène de labels.

Public: Question des financement et investissement: il y a des grosses disparités entre les hautes écoles et ça demande quand même un effort. Comment lutter contre ?

Benoît Frund: On se bat !

Léo Gilliard: Il faut fixer des standards mais ne pas forcément devoir les vérifier constamment. Le WWF aide à venir fixer quelques conditions-cadres dans les universités en vue d'établir des standards pour élever le niveau de durabilité. Ça demande de l'argent. Dans l'état actuel, les hautes écoles n'ont pas les moyens pour mettre en œuvre tout de suite leur projet. Il faut que les pouvoirs politiques mettent de l'argent à disposition pour la durabilité. Nous n'avons pas de moyens spécifiques à la durabilité. Il faut que les HEP se coordonnent pour remonter aux politiques leurs besoins via le Réseau durabilité et le groupe EDD des chambres des HEP, par exemple. Il y a aussi le Fond National Suisse pour tout ce qui est de la recherche. Des crédits extraordinaires ont déjà été octroyés mais il faut que les hautes écoles parlent d'une seule voix et de manière ambitieuse. Il faut aller chercher cet argent !

Modératrice: Merci infiniment pour votre participation et ces inputs intéressants.